Nations Unies S/PV.9436

Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9436e séance

Vendredi 13 octobre 2023, à 10 heures

New York

Président :	M. Moretti	(Brésil)
Membres :	Albanie	M. Spasse
	Chine	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis	Mme Shaheen
	Équateur	M. Montalvo Sosa
	États-Unis d'Amérique	M. Kelley
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M. de Rivière
	Gabon	M. Biang
	Ghana	Mme Oppong-Ntiri
	Japon	Mme Shino
	Malte	M. Camilleri
	Mozambique	M. Fernandes
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eckersley
	Suisse	M. Hauri

Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (http://documents.un.org)

23-30379 (F)

Document adapté

Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Adedeji Ebo, Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement ; et M. Garland Nixon, analyste politique.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Ebo.

M. Ebo (*parle en anglais*) : Depuis le dernier exposé sur cette question, présenté par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement au Conseil de sécurité il y a un mois (voir S/PV.9415), la fourniture d'une aide militaire aux forces armées ukrainiennes s'est poursuivie dans le contexte de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine lancée par la Fédération de Russie le 24 février 2022 en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Les informations fournies par les gouvernements au sujet de leurs transferts de systèmes d'armes et de munitions sont largement accessibles auprès de sources en accès libre. Ces transferts concerneraient entre autres des armes lourdes classiques, comme des chars de combat, des véhicules blindés de combat, des avions de combat, des hélicoptères, des systèmes d'artillerie de gros calibre, des systèmes de missiles et des drones aériens de combat, ainsi que des munitions télécommandées et des armes légères et de petit calibre et leurs munitions. Les transferts d'armes et de munitions aux forces ukrainiennes se seraient intensifiés au cours des derniers mois.

Nous prenons également note des informations relatives au transfert de munitions antichars contenant de l'uranium appauvri aux forces ukrainiennes. En outre, selon certaines informations, des États procèdent ou prévoient de procéder à des transferts d'armes, telles que des drones aériens et des munitions, aux forces armées russes, notamment pour qu'elles les utilisent potentiellement en Ukraine.

Comme l'a souligné la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, tout transfert d'armes doit s'inscrire dans le cadre juridique international applicable, y compris les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Les informations faisant état de l'utilisation de mines antipersonnel et de l'emploi et du transfert d'armes à sous-munitions en Ukraine sont très préoccupantes. Au nom de la Haute-Représentante, j'appelle à une cessation immédiate de l'utilisation de ces armes inhumaines et de nature à frapper sans discrimination, qui ont des conséquences humanitaires graves et durables. Les mines et les restes explosifs de guerre ont provoqué une pollution généralisée en Ukraine, menaçant la vie des civils, rendant les terres inutilisables pour l'agriculture et perturbant les transports et l'accès à l'aide humanitaire. Le processus de cartographie de cette pollution et de déminage des terres en toute sécurité prendra du temps et nécessitera des ressources et l'appui de la communauté internationale.

Les États qui ne sont pas encore parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ni à la Convention sur les armes à sous-munitions doivent tout mettre en œuvre pour y adhérer. Je renouvelle par ailleurs l'appel lancé par la Haute-Représentante à toutes les parties concernées pour qu'elles respectent les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et s'abstiennent de transférer ou d'utiliser des mines interdites au titre du Protocole II modifié s'y rapportant.

L'afflux massif d'armes et de munitions dans toute situation de conflit armé soulève des préoccupations majeures pour la paix, la sécurité et la stabilité, notamment en raison de leur détournement et de leur prolifération même après la fin du conflit. Les mesures de lutte contre le risque de détournement d'armes et de munitions au profit d'utilisateurs finaux non autorisés et à des fins non autorisées sont essentielles pour éviter une aggravation de l'instabilité et de l'insécurité en Ukraine, dans la région et au-delà. Ces mesures comprennent notamment l'amélioration des pratiques de marquage, l'évaluation complète des risques de détournement avant le transfert, les certificats d'utilisateur final, y compris les clauses de non-retransfert, des mesures juridiques et coercitives efficaces et des vérifications après expédition.

La prévention des détournements d'armes et de munitions passe par la transparence de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que par la coopération et l'échange

d'informations entre les États importateurs, de transit et exportateurs. Des mesures concrètes telles que le marquage et le traçage, des pratiques comptables et d'enregistrement complètes et efficaces, la sécurisation physique des armes et des munitions, des mesures de contrôle douanier et aux frontières et la surveillance et l'analyse des détournements sont tout aussi indispensables. Je fais observer par ailleurs que le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies demeure un outil essentiel à cet égard. La transparence en matière de transferts d'armes peut constituer une importante mesure de confiance, en contribuant à prévenir et à réduire les malentendus, les tensions et les ambiguïtés entre États Membres.

Pour empêcher le détournement des armes classiques et des munitions et réguler efficacement le commerce international des armes, les États ont établi un certain nombre d'instruments de maîtrise des armements, tels que le Traité sur le commerce des armes, le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. De plus, les discussions menées dans le cadre du groupe de travail à composition non limitée chargé de la question ont récemment trouvé leur point d'orgue dans l'adoption d'un rapport final (voir A/78/111) contenant un ensemble d'engagements politiques devant constituer un nouveau cadre mondial pour la gestion des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie.

J'attends avec intérêt la validation par l'Assemblée générale du cadre mondial et des prochaines étapes de sa mise en application pour lutter contre le détournement des munitions classiques. En conséquence, j'appelle tous les États à rejoindre tous les traités et accords pertinents, y compris les instruments multilatéraux, à s'acquitter pleinement de leurs obligations en vertu de ces textes et à tenir leur engagement politique à réduire autant que faire se peut le risque de détournement d'armes et de munitions.

Les répercussions sur les civils de la guerre en Ukraine qui va s'intensifiant restent très préoccupantes. Entre le 24 février 2022 et le 8 octobre 2023, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a recensé 27 768 victimes civiles en Ukraine, dont 9 806 morts et 17 962 blessés. Dans les faits, les chiffres sont probablement bien plus élevés. La grande majorité des pertes civiles sont dues à l'emploi d'armes explosives à large rayon d'impact, notamment les pilonnages impliquant de l'artillerie, des chars, des lance-roquettes multiples et des missiles de croisière et balistiques, ainsi qu'à des frappes aériennes. Il y a lieu de s'inquiéter par ailleurs de l'utilisation persistante de nombreux drones aériens armés contre les civils et les infrastructures civiles. Les drones aériens armés, à l'instar des autres armes et systèmes d'armes, ne doivent pas être employés d'une manière qui soit incompatible avec le droit international humanitaire.

Je réitère l'appel lancé par le Secrétaire général à toutes les parties au conflit pour qu'elles évitent le recours à des armes explosives dans les zones peuplées, et plus généralement qu'elles éloignent les combats des secteurs urbains, afin d'épargner les civils, notamment en Ukraine. Par conséquent, j'exhorte tous les États Membres à appuyer et à appliquer réellement la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Cette déclaration constitue un outil important pour améliorer la protection des civils dans les endroits peuplés des zones de conflit.

Au nom de la Haute-Représentante, je condamne les attaques systématiques et incessantes contre les civils, les infrastructures civiles et les services publics dans toute l'Ukraine, y compris les établissements de santé et d'enseignement et les installations de stockage de céréales. Le droit international humanitaire fait aux parties à un conflit armé l'obligation de protéger les non-combattants et leur interdit de prendre pour cible les civils et les biens de caractère civil. En outre, toutes les précautions possibles doivent être prises dans la conduite des opérations militaires afin d'éviter, ou du moins de réduire le plus possible, les pertes en vies humaines et les blessures parmi la population, ainsi que les dégâts causés aux biens de caractère civil. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles doivent cesser immédiatement. Les responsables d'attaques visant des civils doivent répondre de leurs actes.

L'ONU continuera d'œuvrer à une paix juste et durable en Ukraine, conformément au droit international, y compris la Charte des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale. Je reprends à mon compte l'appel lancé par le Secrétaire général à tous les États pour qu'ils fassent leur part afin d'éviter une nouvelle escalade, de poser les bases d'une paix durable et de mettre un terme à cette guerre insensée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ebo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Nixon.

M. Nixon (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier les honorables représentants de l'Organisation de m'offrir la possibilité de m'exprimer ici aujourd'hui.

Je m'appelle Garland Dixon et je suis fonctionnaire de police en retraite, journaliste et, j'aime le croire, représentant de la classe ouvrière des États-Unis. En tant que féru d'histoire, je suis conscient que l'emplacement de mon pays nous a préservés, à quelques exceptions notables, de la décimation de la guerre. Je suis également conscient que la prolifération des armes nucléaires annule cet avantage géographique et que la nation qui est la mienne se heurte à la même menace existentielle que les nombreuses nations qui ont été littéralement anéanties durant les deux Guerres mondiales.

En février 2022, la Russie a décidé d'entrer en guerre avec l'Ukraine, et nous, membres ordinaires de la classe ouvrière, avons vu nos médias nous présenter un assortiment de raisons superficielles, simplistes et souvent contradictoires pour expliquer cette décision. Heureusement, nous étions nombreux à connaître la vérité sur la possibilité de cette escalade bien avant qu'elle ne se produise, et pour cause. Nous nous souvenons qu'en 2019, Oleksiy Arestovych, proche conseiller du Président Zelenskyy, aurait dit qu'à une probabilité de 99,9 %, le prix qu'il leur faudrait payer pour rejoindre l'OTAN serait une guerre à grande échelle avec la Russie. Nous n'avons pas oublié la prédiction prophétique de John Mearsheimer, selon laquelle « l'Occident promet la vie belle à l'Ukraine, qui finira anéantie au bout du compte ».

Enfin, nous gardons en mémoire la liste d'exigences de sécurité, tournant autour de l'expansion de l'OTAN, que la Russie a publiée le 17 décembre 2021. Indépendamment des contrevérités historiques sur l'expansion de la Russie ou de l'hostilité du Président Poutine à l'égard de la démocratie, nous nous trouvons aujourd'hui au cœur d'une crise au potentiel d'extinction qui peut et doit être réglée par la diplomatie, de la façon initialement proposée à la mi-décembre 2021.

Depuis que l'armée russe s'est lancée dans la bataille en février 2022, le Gouvernement des États-Unis a injecté dans le conflit plus de 100 milliards de dollars en armes et autres formes d'assistance. Une bonne partie de cette assistance a consisté dans des armements légers mais puissants. Nombre de ces armes portatives possèdent d'incroyables capacités destructrices. Il y a des armes permettant de faire feu sur des aéronefs à l'épaule, appelées systèmes portables de défense antiaérienne, qui peuvent facilement abattre un avion de ligne, et des roquettes antichars susceptibles de semer la dévastation dans un convoi de véhicules civils, comme ceux que de nombreux diplomates dans cette salle utilisent fréquemment pour traverser leurs nations respectives.

L'injection de ces armes de guerre dans un milieu aussi instable que l'Ukraine est plus qu'irresponsable. S'agissant de l'Union européenne, cela pourrait se révéler suicidaire pour nombre de ses citoyens. Nous voyons déjà des armes en provenance de ce conflit arriver en Afrique, via le marché noir, ce qui signifie que les nations d'Europe sont très probablement déjà inondées de matériel militaire dangereux. Les dirigeants européens doivent être conscients que ce conflit finira par s'arrêter et que, le moment venu, les puissantes armes de guerre qui auront déferlé sur leurs sociétés ne disparaîtront pas en un claquement de doigts. Les éléments les plus violents et criminels d'Europe et au-delà auront les moyens de menacer la stabilité intérieure des nations de leur choix. Ils n'auront pas besoin d'armée ni de structure organisée. Un loup solitaire équipé d'un missile antiaérien ou antichar pourra déstabiliser une nation entière par un seul acte.

Qui parmi nous serait à l'aise en prenant un vol commercial si des criminels ou des terroristes abattaient un avion civil au dessus de Paris, Londres ou Bruxelles ? Je peux garantir que la simple évocation de cette tragédie potentielle suscite une réaction de peur chez ceux d'entre nous qui voyagent régulièrement à bord d'avions de ligne en Europe. Je voudrais seulement que les inévitables attaques *ad hominem* lancées contre moi en tant qu'orateur puissent changer cette situation. Ce serait un fardeau juste et raisonnable à accepter si ceux qui mettent en doute l'évidence de mes affirmations pouvaient, d'une manière ou d'une autre, modifier la terrible inexorabilité que les innocents citoyens européens seront forcés d'endurer. J'implore les membres du Conseil d'œuvrer à un règlement pacifique de ce conflit et à un projet d'envergure visant à localiser et à collecter les armes brutales qui ne manqueront pas de menacer la vie et les moyens de subsistance des travailleurs sur le continent européen et au-delà.

Je n'ai pas besoin de citer, mot pour mot, les innombrables déclarations diffusées récemment dans les médias occidentaux qui laissent entendre que l'éventualité d'une victoire ukrainienne contre l'armée russe n'est plus plausible. Selon des sources fiables, l'armée ukrainienne aurait perdu plus de soldats au cours des derniers mois que l'armée américaine n'en a perdu en 10 ans de combats lors de sa funeste mésaventure au Viet Nam. Les contingents très entraînés, dotés d'équipements puissants et soutenus par l'OTAN qui ont été déployés au début du conflit, ont été éliminés et remplacés par des conscrits. Ces troupes peu entraînées sont confrontées à une situation désespérée. Ceux qui prétendent soutenir l'Ukraine doivent reconnaître que le fait d'habiller des civils en

treillis, de leur donner quelques semaines d'entraînement et de les envoyer se battre contre des positions défensives imprenables est un acte de sacrifice humain inadmissible. Soutenir une nation, c'est évidemment veiller à la sécurité et à la prospérité de ses citoyens.

Les récentes déclarations et annonces faites par des partisans américains de ce conflit montrent clairement qu'ils ne se soucient pas des conséquences humaines de leurs décisions et font preuve d'un mépris irresponsable pour la vie des Ukrainiennes et des Ukrainiens. Récemment, le sénateur de Caroline du Sud Lindsey Graham a déclaré que les morts russes représentaient la meilleure dépense jamais réalisée par les États-Unis. Dans cette déclaration amorale, mais particulièrement édifiante, le sénateur Graham a ouvertement révélé qu'il considérait que le nombre effroyable de soldats ukrainiens morts était un sacrifice insignifiant et raisonnable pour atteindre son objectif politique ultime consistant à affaiblir l'armée russe. Avec des partisans comme le sénateur Graham, l'Ukraine n'a guère besoin d'adversaires.

En outre, il est essentiel de prendre en considération la santé économique des travailleurs européens. Alors que les fabricants des armes de guerre susmentionnées réalisent des bénéfices scandaleux, la perte de l'accès à une énergie russe avantageuse a déclenché un déclin mortifère de l'activité économique. Les Européennes et les Européens vont devoir affronter à nouveau le froid de l'hiver, avec des coûts de chauffage inabordables et la perspective bien réelle d'un effondrement industriel. Le risque d'une telle catastrophe économique a déjà semé les germes de l'instabilité politique et culturelle. Les gouvernements ont commencé à tomber et, si la crise actuelle au Moyen-Orient devait se propager, un hiver sans énergie russe entraînerait la disparition immédiate et précipitée du bloc économique européen. J'aimerais tant que cette affirmation soit exagérée et improbable. Mais il est clair et évident que la prospérité de la région européenne est en grand péril, et nous devons nous demander s'il est moral et juste de détruire des siècles de progrès économique et culturel pour une bataille idéologique ésotérique.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une situation incroyablement dangereuse qui pourrait, sans préavis, devenir incontrôlable et transformer notre belle planète en un rocher glacé et inhabité. Cependant, malgré la menace existentielle que représente ce conflit, j'ai le plaisir d'apporter de bonnes nouvelles au Conseil. Malgré la dévastation et les pertes en vies humaines que cette guerre a entraînées sur le continent européen, il y a de l'espoir. Nous disposons d'une feuille de route pour la paix, et si des dirigeants raisonnables et attachés à la diplomatie trouvent les moyens intellectuels et moraux d'agir avec hâte et détermination, le règlement de ce conflit pourrait donner naissance à une structure de sécurité garantissant la paix et la stabilité sur le continent européen et au-delà.

Toutefois, la première et la plus importante mesure à prendre en vue d'atteindre cet objectif est que les nations occidentales cessent immédiatement de contribuer au flux d'armes et protègent la vie des troupes ukrainiennes sur le front en offrant un cessez-le-feu unilatéral assorti d'une garantie, dans le cadre duquel les pays non alignés, notamment en Afrique et en Amérique latine, sont autorisés à s'assurer que l'accord n'est pas compromis. Il ne faut pas confondre cette demande avec les propositions de cessez-le-feu qui permettent simplement à l'armée ukrainienne de se réarmer en vue d'un futur conflit. En raison du potentiel nucléaire de ce conflit, les pays en développement sont concernés par son issue et doivent donc être impliqués dans son règlement.

Je demande au Conseil de sécurité de se montrer à la hauteur de son nom. Cette unité entre les nations a été mise en œuvre pour assurer la sécurité mondiale. Dès l'introduction des armes nucléaires dans la sphère militaire, ce scénario est devenu inévitable, un scénario dans lequel des dirigeants irresponsables menacent l'existence de l'humanité. Cependant, nous devons également nous rappeler que cette inexorabilité a été à l'origine de la création du Conseil de sécurité. J'appelle le Conseil à agir et à être à la hauteur de son mandat, à mettre fin au flux d'armes sur le théâtre ukrainien, à faire pression pour que cessent les hostilités et à œuvrer pour un règlement de la crise de sécurité en Europe qui prenne en compte la sécurité des nations européennes et de la Fédération de Russie et la menace globale que ce conflit fait peser sur l'existence de l'humanité.

Je termine en rappelant au Conseil que, alors même que nous cherchons à mettre fin à ce conflit grâce à un règlement pacifique, une deuxième vague de malheur s'abat sur notre planète. Parmi les trois grandes superpuissances nucléaires, celle dans laquelle je réside envoie des milliards de dollars d'armes à la frontière de l'une et, littéralement, dans une province de l'autre. L'acte irresponsable de déstabilisation et d'armement de l'Ukraine a un jumeau détestable et ignoble sur l'île chinoise de Taiwan. Je rappelle à nouveau au Conseil les propos du sénateur Lindsey Graham, plus va-t-en-guerre que jamais, qui, en parlant du conflit ukrainien, a fait référence à Taiwan en déclarant qu'« ils vont se battre jusqu'au dernier homme à Taiwan ». Cette marche suicidaire vers un conflit nucléaire doit être stoppée, et j'exhorte le Conseil à entamer le processus immédiatement en stoppant le flux d'armes vers l'Ukraine et en trouvant rapidement un règlement pacifique au conflit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Nixon de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions tout d'abord M. Ebo et M. Nixon de leurs exposés détaillés.

Avec une étonnante ténacité, qui mériterait d'être utilisée à meilleur escient, nos collègues occidentaux organisent chaque mois des séances sur la situation humanitaire en Ukraine, appelant en toute hypocrisie à une cessation rapide des hostilités qui, selon eux, ne sera possible qu'en cas de défaite de facto de la Russie.

Mais de fait, ils continuent de faire exactement le contraire. Ils envoient à l'Ukraine divers types d'armes et dissuadent le régime de Kiev d'élaborer des scénarios réalistes pour régler la crise ukrainienne. Le volume de l'aide occidentale à l'Ukraine continue de battre tous les records. Si nous nous attaquions sérieusement à cette question, nous pourrions organiser des séances tous les jours, et évoquer des faits nouveaux à chaque occasion.

Cependant, nos anciens partenaires occidentaux n'ont formulé aucune proposition concrète et raisonnable qui soit susceptible de contribuer à trouver une solution pacifique. Nous n'avons entendu aucune proposition en ce sens lors des séances précédentes. Au lieu de cela, nous n'avons droit qu'à des discours accusateurs sans fondement contre notre pays, tandis que les questions qui mettent mal à l'aise nos anciens partenaires occidentaux sont soigneusement passées sous silence ou balayées sous le tapis.

C'est pourquoi nous voudrions aborder dans cette déclaration certains points qui mettent mal à l'aise nos anciens collègues occidentaux, dont le cynisme est étonnant. M. Nixon a déjà cité Lindsey Graham aujourd'hui, et je voudrais citer la Ministre néerlandaise de la défense, Kajsa Ollongren, qui, le 4 novembre, a déclaré sans détour que l'Ukraine était un « moyen bon marché » de lutter contre la Russie. *Der Spiegel* écrit que Kiev est devenu le principal importateur de munitions et de matériel en provenance d'Allemagne. Au cours des neuf premiers mois de l'année, plus d'un tiers des exportations militaires de l'Allemagne ont été destinées à l'Ukraine, ce qui représente 3,3 milliards de dollars. En outre, le régime de Kiev bénéficie de l'appui d'au moins 13 sociétés militaires privées étrangères et de neuf formations supplétives militarisées, soit près de 1 000 combattants bien armés et entraînés, originaires de 35 pays.

Je souligne que la Russie ne se bat pas contre les forces armées ukrainiennes, dont les ressources sont presque épuisées, mais contre la machine militaire collective des pays de l'OTAN et tous leurs complexes militaro-industriels regroupés. Nous en sommes à un stade où, parce qu'ils alimentent les ambitions irrépressibles de Kiev, de nombreux pays d'Europe occidentale ont déjà presque épuisé leurs stocks de munitions et d'armes légères. Mais cela n'arrête par les parrains du régime de Kiev. Ils puisent dans les réserves et, à la demande des États-Unis, font venir des armes d'autres régions, notamment Israël et la Corée du Sud. Cependant, la machine militaire du régime de Kiev continue de s'effondrer devant nos yeux.

Dans le même temps, Zelenskyy poursuit sa tournée des capitales occidentales, où il continue de quémander de l'aide. Washington a recours à diverses machinations pour tromper l'opinion publique américaine et faire passer les prochaines mesures d'aide en faveur de l'Ukraine au Congrès. Le Royaume-Uni fournit des canons antiaériens Terrahawk Paladin à l'Ukraine dans le cadre d'un plan d'aide s'élevant à 100 millions de livres sterling, dont 70 millions ont été alloués à la défense aérienne. Lors de sa visite à Bruxelles, la Belgique a également décidé d'offrir une aide de 1,7 milliards de dollars à Zelenskyy pour acheter des armes. D'ailleurs, ces fonds sont des déductions fiscales provenant des intérêts sur les avoirs russes gelés, autrement dit des fonds volés par l'Occident. L'Allemagne a annoncé une aide militaire de 1 milliard de dollars en faveur de l'Ukraine, y compris la fourniture de missiles surface-air IRIS-T. Le chef du Pentagone, M. Lloyd J. Austin III, a déclaré qu'il fallait assurer un afflux constant et ininterrompu d'armes en Ukraine, et il a annoncé la formation d'une coalition de pays qui veulent aider l'Ukraine à développer sa propre force aérienne. Il menace également de commencer à livrer des avions de combat F-16 à partir du printemps 2024, comme si cela pouvait changer quoi que ce soit.

Les déclarations irresponsables concernant l'avenir de l'Ukraine à l'OTAN persistent, alors qu'il est clair pour tout le monde qu'un tel scénario ne ferait qu'aggraver la crise sécuritaire en Europe, dont les opérations militaires en Ukraine sont une conséquence directe. Dans le même temps, les parrains occidentaux du régime de Kiev tentent par tous les moyens de faire taire les protestations de plus en plus sonores de leurs sociétés civiles nationales concernant la manière dont l'Ukraine, qui est enlisée dans la corruption, gère les volumes considérables d'armes qui lui sont transférés. Des éléments de preuve de plus en plus nombreux montrent que le contrôle de ces armes une fois qu'elles sont tombées entre les mains de Kiev est faible, voir totalement absent, ce qui a des conséquences désastreuses.

L'échelle de la corruption qui entoure l'approvisionnement en armes de l'Ukraine est ahurissante. Par exemple, il y a quelques jours à peine, le Premier Ministre israélien, M. Netanyahu, a déclaré que des armes qui avaient été transférées depuis l'Occident en Ukraine avaient été retrouvées à la frontière israélienne dès cet été. Le fait que ces armes atteignent le Moyen-Orient via l'Ukraine par les canaux bien connus de la corruption a été confirmé par un représentant du régime de Kiev dans cette salle lundi (voir S/PV.9431), lorsqu'il s'est empressé maladroitement de tenter de faire porter le chapeau à la Russie. Comme nous le savons tous, une conscience qui n'est pas tranquille se dévoile. Bien qu'il ait officiellement démenti les informations communiquées par l'armée israélienne concernant la découverte de munitions portant la marque d'une unité des forces armées ukrainiennes cantonnée dans la ville de Moukatchevo, dans la région de Transcarpathie, les services de sécurité ukrainiens ont effectué des recherches à Moukatchevo le lendemain et procédé à une série d'arrestations. Cela se passe de commentaires, comme on dit. Nous ne serions pas surpris que des armes ukrainiennes fassent surface dans d'autres foyers de tensions.

Dans ce contexte, les fabricants d'armes occidentaux se frottent les mains. Les commandes reçues et les bénéfices réalisés par l'industrie militaire américaine et britannique augmentent en flèche. En outre, de nombreux pays occidentaux profitent avec cynisme de la situation actuelle pour se réarmer, refourguant tout ce dont ils ne veulent plus aux Ukrainiens. L'Ukraine est clairement devenue un terrain de mise à l'essai pour le matériel et les technologies militaires. Après avoir vu des chars Leopard brûler en Ukraine, les États-Unis, selon le journal *Asia Times*, ont décidé d'abandonner le char M1 Abrams au profit de véhicules plus légers et plus compacts.

Contrairement à l'Ukraine, ses parrains occidentaux bénéficient directement du conflit. Les Ukrainiens, qui sont devenus les pions des jeux géopolitiques des autres, sont les seuls perdants. Dans ce contexte, les forces armées ukrainiennes éprouvent d'importantes difficultés à reconstituer leurs rangs, car leur campagne de mobilisation est au point mort. Ce n'est pas une coïncidence si la Verkhovna Rada a commencé à négocier un projet de loi visant à abolir les restrictions liées à l'âge pour les soldats plus âgés – en gros, les soi-disant serviteurs du peuple ukrainien veulent supprimer la limite d'âge pour que leurs soldats puissent servir jusqu'à la mort.

Pendant ce temps, les appels à recruter davantage de jeunes hommes se font de plus en plus pressants à Kiev. L'ancien conseiller principal du régime de Kiev, M. Oleksiy Arestovych, qui a déjà été mentionné aujourd'hui, travaille actuellement sur un nouveau projet politique dont le but est de garantir la victoire de Zelenskyy lors de toute élection future, et il a donc le droit à une relative liberté de pensée, sous contrôle. Il a admis qu'il était déjà difficile de motiver les Ukrainiens de 45 ans, alors qu'à 25 ans, ils sont toujours immatures et assez fiers pour vouloir se battre. Mais Kiev est maintenant à court de soldats, qu'ils aient 25 ou 45 ans. Il semble donc que ce soit au tour des retraités ukrainiens de devenir de la chair à canon. Ce n'est pas un hasard si des « combattants » ukrainiens de 60 à 70 ans qui n'ont reçu aucune formation sont de plus en plus nombreux à se rendre à l'armée russe.

Mais ceux qui sont à l'origine du projet antirusse en Ukraine, pays ami, n'en ont cure. Nos collègues occidentaux continuent d'inonder l'Ukraine d'armes et d'argent et d'exiger qu'elle l'emporte à tout prix sur le champ de bataille. Néanmoins, les fonds généreusement alloués à ces fins auraient pu être dépensés de manière beaucoup plus utile – au minimum en investissant dans l'Ukraine d'avant-guerre et en l'incitant à développer ses relations de bon voisinage, notamment avec la Russie, par le biais d'un soutien en faveur de mesures qui sont normales pour tout État civilisé, en particulier en ce qui concerne la protection des droits des minorités nationales. Faute de mieux, ces fonds auraient pu être consacrés à la mise en œuvre des Accords de Minsk, approuvés par le Conseil de sécurité comme unique moyen de remédier à la crise interne en Ukraine. Je ne parle même pas de projets de développement en Ukraine ou dans d'autres pays dans le besoin. Pourtant, les pays occidentaux préfèrent abreuver l'Ukraine d'armes et de munitions, y compris des armes à sous-munitions et des munitions à l'uranium appauvri.

Le volume de l'aide financière fournie par les États-Unis et leurs alliés aux pays du Sud est sans commune mesure avec les sommes que l'Occident a consacrées en moins de deux ans à l'armement pour faire la guerre à la Russie. L'Ukraine a reçu plus de 80 milliards d'euros à cet effet, et le montant total des fonds qu'elle a reçus s'élève à 165 milliards d'euros. Pendant ce temps, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 363 millions de personnes dans le monde ont désespérément besoin d'aide humanitaire. Pour répondre aux besoins de tous les plans humanitaires tous pays confondus cette année, l'ONU a besoin de 55,5 milliards de dollars, dont seulement 32 % avaient été versés fin septembre.

Depuis février 2022, l'Union européenne a alloué 70 milliards de dollars à Kiev, dont 37,8 milliards de dollars d'aide humanitaire et financière. Quelque 15 milliards

ont été dépensés en matériel militaire pour l'Ukraine, et 17 milliards de dollars à l'installation de réfugiés ukrainiens dans des pays de l'Union européenne. En juin 2023, Bruxelles a annoncé une nouvelle série de mesures d'aide en faveur de l'Ukraine pour la période 2023-2027, d'un montant de 50 milliards d'euros. Dans le même temps, l'Union européenne a consacré 4 milliards d'euros aux opérations de maintien de la paix et de la sécurité en Afrique au cours des 15 dernières années. Les dépenses visant à promouvoir la sécurité alimentaire dans la région en 2023-2024 s'élèveront à 4,5 milliards d'euros, soit 11 fois moins que ce qui a été promis à Kiev.

L'Ukraine bénéficie également d'un traitement préférentiel de la part des institutions financières occidentales en matière de soutien au crédit par rapport à l'Afrique et à d'autres régions du monde du Sud. Le volume moyen du financement des programmes du Fonds monétaire international (FMI) consacrés aux pays africains en 2023 s'élevait à 237 % du quota, mais grâce aux pressions exercées par les actionnaires occidentaux du FMI, il a atteint 677 % du quota pour l'Ukraine. Le programme d'aide de 15,6 milliards de dollars en faveur de Kiev approuvé en janvier dépasse le volume semestriel des prêts accordés par le FMI à l'ensemble des pays africains. Avec l'accord du FMI et de la Banque mondiale, les autorités de Kiev ont reçu plus de 43 milliards de dollars de financement – soit plus de la moitié du montant total accordé par les institutions de Bretton Woods aux pays les plus pauvres lourdement endettés dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, qui est en place depuis 1996 et a pour mission de proposer divers mécanismes d'allègement de la dette aux pays à faible revenu.

L'échelle de la sélectivité de l'humanisme occidental a toujours été stupéfiante. Dans le contexte des problèmes mondiaux actuels, ces pays ont montré leur véritable visage. Bien sûr, ce déséquilibre n'est pas passé inaperçu. Le Président du Mexique, M. Andrés Manuel López Obrador, a récemment déclarer qu'au lieu de parrainer le conflit en Ukraine, les États-Unis feraient mieux d'accorder une plus grande attention à la lutte contre la pauvreté en Amérique latine. Il est encourageant de constater que certains dirigeants responsables, tenants de l'aile humanitaire de l'ONU, commencent à parler ouvertement de ce problème.

Grâce aux efforts de ses parrains occidentaux, l'Ukraine croule sous la dette – selon les dernières données du FMI, sa dette extérieure dépassera 88 % cette année. Une économie qui repose exclusivement sur l'aspect militaire ne mène pas à la croissance, et c'est pourquoi le niveau de vie dans le pays est en chute libre. En dépit des faits, le régime de Zelenskyy continue, à l'étranger, de vanter sa prétendue réussite exemplaire dans la lutte contre la corruption. Et ce, malgré le fait que la soi-disant Première Dame d'Ukraine, au cours de sa visite à New York en septembre, a dépensé en une seule soirée plus d'1 million de dollars – certainement arrivés en Ukraine aux frais des contribuables des États-Unis et d'Europe – dans l'une des bijouteries les plus chères du monde. De tels exemples de l'élite ukrainienne jetant l'argent par les fenêtres pendant leurs déplacements à l'étranger se retrouvent régulièrement dans les journaux.

Face à l'échec de sa contre-offensive, le régime de Kiev, qui est soutenu passivement, et parfois activement, par ses parrains occidentaux dans l'emploi flagrant de méthodes terroristes, tente à présent de frapper des biens de caractère civil en Russie. Parallèlement, des détails concernant l'implication des agences de renseignement occidentales dans plusieurs de ces crimes font surface. Personne n'essaie même plus de cacher que ce sont les forces spéciales britanniques qui ont entraîné les saboteurs ukrainiens responsables d'avoir fait sauter le pont de Crimée en octobre 2022. Londres équipe l'armée ukrainienne en drones sous-marins, forme des saboteurs et leur fournit des renseignements. Le Royaume-Uni, comme les États-Unis, est donc un complice direct des crimes commis par le régime de Zelenskyy. Ce soutien et cette impunité ne feront qu'accroître le cynisme et l'impudence des dirigeants de la junte de Kiev. Par exemple, le Chef de la Direction générale du renseignement du Ministère ukrainien de la défense, Kyrylo Budanov, a récemment révélé que les unités spéciales de son pays avaient tenté à trois reprises de s'emparer de la centrale nucléaire de Zaporojie, malgré le fait que le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Grossi, avait confié que M. Zelenskyy lui avait personnellement assuré qu'il n'y aurait pas d'action contre la centrale.

J'ai porté tous ces faits à l'attention des membres du Conseil afin de leur donner une meilleure idée de la situation réelle en Ukraine et dans ses environs. Pour être complet, je voudrais ajouter qu'au cours des derniers jours, les forces russes ont mené des opérations de combat actives sur la quasi-totalité de la ligne de front. Par conséquent, la prétendue contre-offensive ukrainienne peut déjà être officiellement considérée comme terminée. Cette contre-offensive s'est malheureusement faite au prix d'une mobilisation, par le régime de Kiev, de dizaines de milliers de recrues, dont la plupart ne voulaient pas se battre – celles qui ont pu se rendre et rester en vie ont eu de la chance –, sans parler des centaines d'unités d'équipements occidentaux

qui ont été détruites. Le régime de Kiev n'a rien d'autre à mettre à son actif au cours des quatre derniers mois. Et au lieu de mettre fin au massacre, nos collègues occidentaux continuent de lui injecter des armes comme autant de drogue à un junkie, ce qui ne fait que prolonger son agonie.

Leur mission est de faire subir à la Russie le plus de dommages possibles par l'intermédiaire de l'Ukraine et de rendre le territoire ukrainien aussi inhabitable que possible. Pourtant, l'Ukraine et les Ukrainiens n'ont en réalité jamais été menacés et ne le sont toujours pas. Pas l'Ukraine qui vit en paix avec ses voisins et respecte les droits de tous ses citoyens, sans discrimination. Cette Ukraine-là avait et a toujours un avenir, contrairement au régime néonazi criminel de Zelenskyy, qui, selon M. Arestovych, a instauré une tyrannie interne – la tyrannie d'un homme qui est arrivé au pouvoir en promettant la paix dans le Donbass et le respect des droits des Ukrainiens russophones, mais qui a fait tout le contraire. Plus vite les parrains occidentaux du régime de Kiev s'en rendront compte et tireront les conclusions qui s'imposent, mieux ce sera pour les Ukrainiens qui ont réussi à survivre comme, d'ailleurs, pour les pays occidentaux qui profanent chaque jour un peu plus leur fameux système de valeurs en soutenant aveuglément le régime de Zelenskyy.

M. Kelley (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, M. Ebo, de son exposé d'aujourd'hui. Ses efforts inlassables pour lutter contre le détournement d'armes sont d'une importance cruciale.

Près d'un mois jour pour jour après la dernière séance organisée à la demande de la Fédération de Russie sur cette question (voir S/PV.9415), nous sommes une nouvelle fois réunis ici à sa demande. Qu'on ne s'y trompe pas, la lutte contre les menaces que la prolifération illicite des armes classiques fait peser sur la sécurité est une priorité de longue date pour les États-Unis en matière de sécurité internationale. Nous objectons aux efforts cyniques déployés par la Russie pour transformer le Conseil de sécurité en tribune d'où mener sa campagne de désinformation toujours plus poussée. Le fait qu'un membre du Conseil – un membre permanent de surcroît – qui a envahi un autre État Membre en violation de la Charte des Nations Unies remette en question le droit naturel de légitime défense de ce même État Membre, tel qu'il est énoncé dans cette même Charte, est le comble de l'hypocrisie. Le Kremlin porte atteinte au Conseil en poursuivant sa rhétorique nucléaire irresponsable, en achetant des armes à la République populaire démocratique de Corée en violation des multiples résolutions du Conseil de sécurité sur ce pays, en achetant des drones armés à l'Iran en violation de la résolution 2231 (2015), et en continuant à mettre en péril la sécurité alimentaire mondiale en décidant de se retirer unilatéralement de l'Initiative de la mer Noire et en menaçant les bateaux destinés au transport de marchandises dans la mer Noire.

Il est grotesque que la Russie demande que nous nous réunissions ici aujourd'hui pour débattre des implications quant aux perspectives de règlement du conflit liées à l'Ukraine, alors que c'est la Russie qui a lancé l'invasion à grande échelle de l'Ukraine et que c'est elle qui pourrait mettre fin à la guerre aujourd'hui, en retirant tout simplement ses forces armées. Lundi dernier, nous nous sommes réunis dans cette même salle (voir S/PV.9431) pour discuter de la destruction par la Russie du village ukrainien de Hroza, qui n'est qu'un exemple parmi d'autres de ses attaques incessantes qui tuent des innocents et détruisent des infrastructures critiques. L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les attaques qu'elle mène en permanence contre ce pays depuis plus de 18 mois constituent les véritables menaces contre la paix et la sécurité internationales. Et pourtant, la Russie voudrait nous faire croire que c'est l'assistance que nous apportons à l'Ukraine pour l'aider à assurer sa légitime défense qui prolonge la guerre que la Russie elle-même a commencée.

Pendant ce temps, la Russie se procure des armes auprès de la République populaire démocratique de Corée et des drones auprès de l'Iran, en violation directe des résolutions du Conseil de sécurité, pour pouvoir continuer sa guerre offensive. Voilà les véritables menaces contre la paix et la sécurité internationales, contre le régime mondial de non-prolifération et contre la stabilité régionale dont le Conseil devrait débattre. La semaine dernière, *Beyond Parallel*, un projet du groupe de réflexion Centre for Strategic and International Studies, a publié des images satellites prises le 5 octobre montrant environ 73 wagons à la gare de Tuman'gang, à Rason, une ville de la République populaire démocratique de Corée située à la frontière avec la Russie. Ce chiffre indique un niveau sans précédent de trafic de wagons de marchandises dans cette gare. Le rapport estime que « l'augmentation spectaculaire du trafic ferroviaire indique selon toute vraisemblance que la Corée du Nord fournit des armes et des munitions à la Russie ».

Pour rappel, les résolutions du Conseil de sécurité interdisent à tous les États Membres d'acheter des armes ou du matériel connexe à la République populaire démocratique de Corée. Toutes les recettes que la République populaire démocratique de Corée tire de ces transferts pourraient être utilisées par Pyongyang pour continuer de mettre au point ses programmes illégaux d'armes de destruction massive et de missiles balistiques. Nous exhortons de nouveau la République populaire démocratique de Corée à cesser de chercher à transférer des armes

à la Russie. Nous appelons une nouvelle fois la Russie à renouveler son engagement en faveur du maintien de la paix et de la sécurité et à revenir à ses obligations de respecter l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à la République populaire démocratique de Corée, embargo pour lequel la Russie a elle-même voté.

Cependant, comme nous ne le savons que trop bien, la Russie continue de violer la résolution 2231 (2015) en achetant à l'Iran certains drones d'attaque pour les utiliser contre l'Ukraine. Les États-Unis ont fourni à tous les membres du Conseil des documents et informations détaillés. Pas plus tard qu'hier, dans notre mission ici à New York, nous avons organisé avec le Royaume-Uni une exposition présentant du matériel iranien récupéré. Les drones iraniens achetés illégalement ont servi à attaquer des infrastructures civiles critiques, notamment les ports utilisés par l'Ukraine pour exporter des céréales vers le reste du monde. L'acharnement du Kremlin à se procurer des armes, tout en violant de manière flagrante et répétée les résolutions du Conseil de sécurité pour lesquelles, je le répète, la Russie a elle-même voté, constitue la véritable menace contre la paix et la sécurité internationales.

Les États-Unis continueront à appuyer la légitime défense de l'Ukraine, y compris en fournissant des armes et des équipements permettant à l'Ukraine de défendre son territoire et de protéger son peuple contre la guerre non provoquée et injustifiée de la Russie. Nous continuerons à dénoncer les efforts illicites déployés par la Russie pour acquérir des équipements militaires auprès de l'Iran, de la République populaire démocratique de Corée ou de tout autre État prêt à soutenir la guerre de la Russie contre l'Ukraine.

Nous demandons une fois de plus la Russie d'honorer les obligations imposées par le Conseil de sécurité. Nous demandons une fois de plus à la Russie de s'engager à nouveau à s'acquitter de ses responsabilités en tant que membre permanent du Conseil. Nous demandons une fois de plus à la Russie de retirer ses forces de l'Ukraine, et de le faire immédiatement.

M. Biang (Gabon) : Je remercie le Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, Adedeji Ebo, de son exposé. J'ai écouté avec attention la présentation de M. Nixon.

Nous sommes très préoccupés par l'intensification, ces dernières semaines, des bombardements et autres attaques contre des établissements civils, des populations et des infrastructures essentielles, au nombre desquelles les installations céréalières. Au gré des offensives et des contre-offensives, les frappes aveugles n'épargnent ni les enfants ni les femmes ni les personnes âgées, à l'image des dernières attaques dans le village de Hroza. La reconfiguration d'alliances et de rapprochements militaires, ainsi que les revirements par certains pays dans leur politique d'armement sont autant de signaux préoccupants sur l'ampleur du recul vis-à-vis des engagements internationaux en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

Il est fondamental que nous puissions nous réconcilier avec la vocation du Conseil, qui est le Conseil de sécurité et non un conseil de guerre. À cet égard, l'appel du Secrétaire général de l'ONU, appuyé par le Comité international de la Croix-Rouge demandant aux États d'imposer de nouvelles règles internationales sur les systèmes d'armes autonomes doit engager chaque membre de la communauté internationale, parce que ces armes frappent de façon aveugle leurs cibles et font un grand nombre de victimes civiles, y compris après les conflits. En limitant leur utilisation, nous contribuerons à limiter leurs effets inhumains. Nous appelons les belligérants à s'en tenir à leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Il va de soi que définir de nouvelles normes et des lignes rouges à l'échelle globale paraît une urgence absolue dans le contexte actuel marqué par la résurgence de conflits, notamment dans le Moyen-Orient.

Mon pays appelle l'ensemble des parties à redoubler d'efforts pour prévenir les effets d'une circulation massive des armes classiques, en intensifiant les mesures de contrôle et de marquage. Mon pays observe avec inquiétude la tendance à la banalisation de l'usage de la force militaire, avec un renforcement du recours aux armes de destruction massive, au réarmement massif et à la révision par certains pays de leur doctrine militaire, avec un regain d'intérêt évident sur la dissuasion nucléaire. Ce dangereux recul est à contre-courant des efforts que nous avons communément consentis et qui se sont manifestés par l'adoption du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en tant que pierre angulaire de l'architecture internationale de désarmement international. Un véritable sursaut est indispensable, auquel nous invitons chaque membre de la communauté internationale en vue de reconnecter l'Organisation avec sa vocation première, celle de prémunir les générations présentes et futures du fléau de la guerre.

La guerre en Ukraine doit cesser le plus vite possible. Les souffrances et les destructions doivent être stoppées, et cela n'est possible que par l'activation des canaux de la diplomatie, et par la négociation. Nous appelons l'ensemble des parties, y compris les organisations régionales et sous-régionales auxquelles les belligérants sont parties, à créer les conditions permettant le dialogue et la négociation, pour faire taire les armes en Ukraine et garantir la coexistence pacifique entre l'ensemble des parties.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Adedeji Ebo, Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, de son éclairage utile sur la situation en Ukraine. Je remercie également M. Garland Nixon de ses observations sur cette situation.

Le Mozambique n'a eu de cesse de souligner les conséquences négatives de la poursuite des transferts d'armes sur le règlement éventuel du conflit en Ukraine. Même si nous reconnaissons le droit souverain de légitime défense de chaque nation, nous tenons à rappeler qu'il faut respecter tous les protocoles et les accords internationaux de maîtrise des armements applicables, afin de garantir la paix et la sécurité dans le monde. Cela est essentiel pour prévenir les transferts d'armes non réglementés, qui peuvent déboucher sur la prolifération involontaire et le commerce illicite de ces armes. Inévitablement, la circulation sans restriction d'armes entraîne le risque que ces armes alimentent la violence, soient utilisées à mauvais escient et en fin de compte, donnent plus de moyens d'action aux mauvaises entités. En outre, les répercussions de transferts d'armes inconsidérés peuvent accroître la durée et l'intensité du conflit, réduire les espoirs de paix et avoir des effets négatifs en cascade sur l'ensemble des efforts déployés par la communauté internationale pour maintenir la paix et la sécurité. La recherche de solutions durables est donc une responsabilité mondiale partagée.

Nous avons toujours plaidé en faveur d'un règlement diplomatique et négocié. Nous restons convaincus que c'est la seule façon de régler ce conflit et de jeter les bases d'une paix durable entre les nations concernées. Pour y parvenir, il faut explorer toutes les voies, toutes les initiatives de paix et toutes les mesures de confiance. Lorsque la confiance sera rétablie, la voie vers la paix s'ouvrira tout naturellement. Le Mozambique réaffirme sa position inébranlable et exhorte les parties concernées à cesser immédiatement les hostilités tout d'abord, ensuite, à reprendre les négociations directes en toute bonne foi, et enfin, à adopter une stratégie positive, inclusive et axée sur les résultats, qui met l'accent sur les avantages de la collaboration, plutôt que sur une approche à courte vue fondée sur la concurrence.

Pour conclure, il faut mettre fin à ce conflit pour que le monde et le Conseil puissent s'attaquer à d'autres défis émergents et tout aussi pressants.

M^me^ Shino (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Représentant pour les affaires de désarmement, M. Adedeji Ebo, et l'autre intervenant de leurs exposés.

Aujourd'hui, la Russie a une fois de plus répété les mêmes affirmations. Je tiens à rappeler la véritable nature de cette guerre d'agression. Il est clair que la Russie est un pays qui viole la Charte des Nations Unies dans cette guerre d'agression, et l'Ukraine, un pays qui exerce son droit de légitime défense, comme le prévoit la Charte des Nations Unies. L'un enfreint les règles, l'autre les défend, et notre soutien à l'Ukraine est aussi une manière de défendre la Charte. Ces faits sont les mêmes depuis février 2022.

Même aujourd'hui, après tant d'événements et de tragédies, ils n'ont pas changé. C'est pourquoi nous demandons à la Russie de se retirer immédiatement et sans condition, et de mettre fin à cette violation de la Charte des Nations Unies. Aucun appui, notamment les transferts d'armes, ne doit être accordé à la Russie. Il serait particulièrement inacceptable que la Russie viole les résolutions existantes du Conseil de sécurité tout en recevant un tel appui.

La Russie justifie son agression contre l'Ukraine en la présentant comme un conflit qui l'oppose au prétendu régime de Kyïv et à ses soutiens occidentaux. Cependant, les tentatives de la Russie de tromper la communauté internationale ont échoué, car l'écrasante majorité des États Membres de l'ONU ont exprimé, à l'Assemblée générale, leur volonté de défendre les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, tels que la souveraineté et l'intégrité territoriale. La communauté internationale est également consciente des causes profondes des répercussions négatives que ce conflit a sur le monde. Elles sont entièrement dues au fait que la Russie a violé la Charte des Nations Unies. Il est inutile de compliquer les choses en présentant la situation de manière erronée, comme le fait la Russie.

Seul pays à avoir subi des bombardements atomiques pendant la guerre, le Japon est résolument attaché aux efforts internationaux en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est précisément l'une de ces tâches importantes, et elle doit être menée à bien sans plus tarder. À cet égard, nous sommes profondément préoccupés par le fait que la Russie a annoncé récemment qu'elle pourrait revenir sur sa ratification du TICE.

Nous restons également inquiets face à la possibilité d'une coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord. Lors du récent sommet entre la Russie et la Corée du Nord, il a été annoncé que les deux pays avaient convenu d'une coopération stratégique et tactique. Nous examinons soigneusement la question afin de déterminer si cela conduirait à une violation des résolutions du Conseil de sécurité, ce qui constituerait une violation des règles de plus par le membre du Conseil responsable de la situation. Aucun pays ne doit s'engager dans une coopération qui saperait le régime de non-prolifération auquel nous sommes tous attachés.

Il est assez naturel, à la lumière de ces faits manifestes, d'affirmer que tout appel à la paix doit être conforme à la Charte des Nations Unies et respecter la souveraineté

et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. En outre, tout appel à un cessez-le-feu doit être adressé à la Russie, pays qui a enfreint les règles.

La Russie doit cesser de faire des déclarations vides de sens dans cette salle et se conformer à la Charte des Nations Unies sans délai. Elle doit le faire immédiatement.

M^me^ Shaheen (Émirats arabes unis) (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, M. Ebo, de son exposé très utile, et je salue la participation du représentant de l'Ukraine à la présente séance.

La possibilité de développer des capacités de défense est un élément essentiel du droit à la légitime défense dont sont dotés tous les États Membres. Ces activités s'accompagnent de certains risques et, par conséquent, de la responsabilité de les atténuer. À cette fin, nous soulignons qu'il importe de prendre des mesures pour protéger les armes durant leur transfert, leur entreposage et leur déploiement.

Nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par l'ONU, en collaboration avec les États Membres, pour élaborer des normes et des pratiques exemplaires en vue d'améliorer la sécurité des armes à l'échelle mondiale. Il s'agit notamment du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, soutenu par le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU.

Les conflits armés et le chaos qui les accompagne si souvent créent un ensemble de conditions susceptibles d'entraîner des conséquences imprévues et malheureuses. Par conséquent, les Émirats arabes unis exhortent toutes les parties à réduire les risques liés au transfert, à l'entreposage et au déploiement d'armes, notamment dans les situations de conflit armé. En fin de compte, le moyen le plus efficace de faire face aux risques liés au transfert, à l'entreposage et au déploiement d'armes en temps de guerre est de mettre un terme définitif au conflit.

Comme nous l'avons déjà fait, et comme nous continuerons à le faire, nous appelons toutes les parties au conflit en Ukraine à honorer leurs obligations au titre du droit international humanitaire. La protection des civils et des biens de caractère civil est primordiale.

Si le nombre de morts, de blessés et de civils déplacés constitue un rappel brutal du coût de cette guerre pour le peuple ukrainien, les traumatismes invisibles et les effets durables sur la population laisseront également une marque indélébile.

Les Émirats arabes unis sont prêts à travailler avec tous les partenaires sur la voie du dialogue et de la diplomatie pour avancer vers une paix juste et durable qui respecte la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Ebo pour son exposé.

Il y a quatre jours, nous nous réunissions en urgence après une frappe conduite par la Russie contre un bâtiment du village ukrainien de Hroza (voir S/PV.9431). La grande majorité du Conseil et le Secrétaire général ont condamné cette violation du droit international humanitaire. Cette attaque a fait au moins 52 victimes civiles.

La Russie tente à nouveau de détourner l'attention des crimes qu'elle commet. Elle ne fera croire à personne que le soutien apporté à l'Ukraine soit à l'origine du conflit, ni la cause de sa prolongation.

C'est la Russie qui a pris la responsabilité de provoquer cette guerre. C'est la Russie qui a agressé l'Ukraine, au mépris des dispositions de la Charte des Nations Unies. Ce n'est qu'en réponse à cette agression que de nombreux pays, dont la France, ont décidé d'appuyer l'Ukraine dans l'exercice de son droit à la légitime défense, en vertu de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

La France, avec ses partenaires européens, s'est engagée à apporter une aide politique, humanitaire et militaire à l'Ukraine. Nous fournissons à ce pays des systèmes qui lui permettent de se défendre, notamment contre les frappes indiscriminées menées contre ses infrastructures critiques et contre les populations civiles. Ces livraisons d'armes sont effectuées dans le strict respect de nos engagements internationaux en termes de contrôle des transferts d'armes et de prévention du détournement.

Cette guerre se prolonge depuis près de 20 mois au prix d'une instabilité accrue pour le monde entier et d'une insécurité alimentaire aggravée pour les populations les plus vulnérables. Ce qui compromet les chances de régler cette crise, c'est la poursuite par la Russie d'une agression illégale, au moyen d'armes dont certaines sont acquises, en violation des résolutions du Conseil, auprès de l'Iran et de la Corée du Nord.

Nous appelons une nouvelle fois la Russie à cesser son agression et à retirer ses troupes du territoire ukrainien, comme l'ont demandé, dès le 16 mars 2022, la Cour internationale de Justice, puis une écrasante majorité des membres de l'Assemblée générale, à plusieurs reprises. C'est la condition pour une paix juste et durable, fondée sur les principes de la Charte et sur le respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie les deux intervenants de leurs exposés.

La crise ukrainienne s'éternisant, la situation sur le terrain reste tendue et ses retombées ne cessent de s'amplifier. Un grand nombre d'armes et de munitions continuent d'affluer sur le champ de bataille. La variété et la portée de ces armes augmentent et elles deviennent également plus meurtrières. Cela n'a fait qu'exacerber le caractère cruel, périlleux et imprévisible des combats sur le terrain, éloignant encore davantage tout espoir d'un cessez-le-feu et d'une fin de la guerre.

Dans son exposé au Conseil de sécurité, le représentant du Secrétariat a mentionné à plusieurs reprises qu'un afflux d'armes et de munitions dans les zones de conflit pouvait constituer un risque de prolifération et que des mesures de contrôle strictes devaient être adoptées. Nous appelons toutes les parties concernées par la crise ukrainienne à adopter une attitude responsable, à accorder une plus grande attention au risque de prolifération des armes et des munitions et à tout faire pour le prévenir, en particulier pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains de terroristes ou d'acteurs non étatiques et empêcher de nouveaux troubles dans une zone géographique plus vaste, qui entraîneraient davantage de déplacements et la perte d'un plus grand nombre de vies innocentes.

Comme de nombreux pays qui souhaitent voir la paix régner, la Chine insiste régulièrement sur le fait que le dialogue et la négociation constituent des moyens fondamentaux de mettre fin aux combats et de rétablir la paix. La Chine continuera de se ranger du côté de la paix et du dialogue, de renforcer le dialogue et les échanges avec toutes les parties, de créer des synergies au sein de la communauté internationale visant à promouvoir la paix et le dialogue et de jouer un rôle positif et constructif dans la recherche d'un règlement politique de la crise ukrainienne.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais souligner que le monde dans lequel nous vivons est le théâtre d'une confluence de changements et de chaos qui s'accompagne de beaucoup de turbulences et d'agitation. De l'Asie à l'Afrique, de l'Ukraine au Moyen-Orient, nous assistons à la multiplication des conflits et des accrochages. Les causes sous-jacentes de cette situation méritent une réflexion approfondie. Nous appelons la communauté internationale à adhérer au concept de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, à prôner la coexistence pacifique, à promouvoir le dialogue et la réconciliation et à prendre des mesures efficaces pour désamorcer véritablement les conflits et les problèmes et parvenir à une paix durable et à une sécurité commune.

M. Hauri (Suisse) : Je remercie le Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, M. Ebo, pour son exposé. Nous avons pris note de l'intervention de M. Garland Nixon.

Cette séance du Conseil de sécurité fait suite à celle tenue en début de semaine après l'attaque meurtrière de Hroza (voir S/PV.9431). Une grande majorité du Conseil y avait exprimé son inquiétude quant à l'impact dévastateur de l'agression militaire russe sur la population civile en Ukraine. Nous y avions rappelé que les civils et les infrastructures civiles sont protégés par le droit international humanitaire. L'appel à mettre fin à cette agression militaire y était clairement audible. La Russie peut y mettre un terme à tout moment et ainsi éliminer les risques relatifs aux livraisons d'armes dont elle s'inquiète. Nous l'appelons une fois de plus à entamer une désescalade de la situation, à cesser toutes les opérations de combat et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien.

Il ne faut jamais confondre l'agresseur et l'agressé. Avec l'agression militaire contre l'Ukraine, la Russie viole les principes fondamentaux du droit international. La Suisse rejette toute tentative de justifier cet acte ou de détourner l'attention de la responsabilité de ses conséquences. L'interdiction du recours à la force et de l'expansion territoriale par la force est inscrite dans la Charte des Nations Unies. Comme tous les États, l'Ukraine a le droit d'assurer sa sécurité et de défendre son intégrité territoriale et sa souveraineté.

Concernant les livraisons d'armes, il est crucial que les États respectent leurs obligations. Nous sommes profondément préoccupés par l'érosion de l'architecture de contrôle des armements et par le non-respect de certaines règles en la matière. Ceci concerne notamment la violation des résolutions du Conseil, que ce soit à travers les transferts illégaux de drones de l'Iran vers la Russie ou ceux présumés d'armes et de munitions de la République populaire démocratique de Corée au même destinataire. Notre sécurité commune exige une vision plus large de ce concept, et nous soutenons l'appel lancé par le Secrétaire général dans son Nouvel Agenda pour la paix, qui vise à réduire le coût humain des armes, notamment en protégeant mieux les civils dans les zones peuplées de conflit. La Suisse s'inscrit en phase avec cet objectif en faisant du déminage humanitaire dans les zones civiles une priorité de son action en Ukraine. Nous sommes mobilisés pour contribuer à la reconstruction de l'Ukraine et poursuivrons également notre engagement pour le plein respect du droit international et la reddition de comptes. Nous soutenons les efforts déployés pour parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément aux principes énoncés dans la Charte.

M. Camilleri (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Représentant adjoint Ebo de son exposé instructif et M. Nixon de nous avoir fait part de son point de vue.

Notre position sur les dangers et les conséquences à long terme des flux d'armes incontrôlés sur la paix régionale demeure depuis longtemps inchangée. Notre position sur la protection des civils en période de conflit armé et la nécessité de veiller au respect du droit international, notamment le droit international humanitaire, est également parfaitement claire. L'objectif de la présente séance, demandée par la Fédération de Russie, constitue toutefois une nouvelle tentative de rejeter la responsabilité de la guerre d'agression menée par la Russie sur les autres. Il s'agit d'une tentative cynique de déformer la réalité afin de dépeindre l'agresseur comme la victime et la victime comme l'agresseur.

Le Conseil ne doit pas perdre de vue la véritable cause de cette guerre. Le 24 février 2022, la Fédération de Russie a lancé une invasion à grande échelle, injustifiée et non provoquée de son voisin souverain, l'Ukraine. Ce faisant, elle a violé les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et le droit international, tout en mettant en péril la sécurité de l'Europe. Nous devons en outre nous rappeler qu'à aucun moment l'Ukraine n'a commis, ni menacé de commettre, une attaque contre la Russie. Nous demeurons fermement convaincus que la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues doivent être préservées. De même, nous insistons sur le droit de légitime défense de l'Ukraine, tel que consacré par l'Article 51 de la Charte. Par son agression, la Russie continue d'être responsable de violations du droit international humanitaire et des droits humains. Il est profondément préoccupant de constater que ces actes de violence scandaleux contre les civils et les infrastructures civiles de l'Ukraine se poursuivent sans relâche. Les terribles tirs de missiles sur des civils innocents effectués par la Russie il y a quelques jours à Hroza comptent parmi les plus meurtriers depuis le début de l'agression. Ils nous rappellent de manière sinistre et brutale l'état de peur dans lequel le peuple ukrainien est plongé quotidiennement, et nous ne pouvons pas considérer que ces attaques font partie de la nouvelle normalité.

Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, depuis février 2022, au moins 9 700 civils ont été tués en Ukraine. Près de 18 000 personnes ont été blessées, principalement en raison de l'utilisation d'engins explosifs à large rayon d'impact, notamment les pilonnages impliquant de l'artillerie, des lance-roquettes multiples, des missiles de croisière et des missiles balistiques, ainsi que des frappes aériennes. L'intensification du conflit s'est accompagnée d'une aggravation de la situation humanitaire sur le terrain. La guerre a entraîné une destruction massive des services et des infrastructures critiques, notamment dans les domaines de l'eau, des soins de santé et de l'éducation. De plus, des centaines de problèmes de sécurité, qui compromettent l'accès à l'aide humanitaire, ont entravé les opérations menées cette année, en particulier dans les zones sous occupation russe. Malte souligne une fois de plus que les parties ont l'obligation de protéger les civils, de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et de cesser immédiatement de prendre pour cible les biens de caractère civil qui sont indispensables à la population ukrainienne. Nous sommes aussi vivement préoccupés par l'annonce récente faite par la Fédération de Russie concernant un éventuel réexamen de sa ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Pour terminer, je réaffirme que nous condamnons fermement et dans les termes les plus forts l'agression commise par la Russie contre l'Ukraine. Nous exhortons de nouveau la Fédération de Russie à mettre fin à ses hostilités et à retirer ses forces militaires, son matériel et ses mandataires de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine.

M. Eckersley (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier M. Ebo de son exposé fort utile.

La Russie a présenté au Conseil de sécurité une myriade d'excuses pour justifier sa guerre d'agression illégale. Elle a affirmé que son invasion était de nature défensive et procédait d'un désir de protéger les droits inscrits dans la Charte des Nations Unies. Elle a soutenu qu'il s'agissait d'une opération de dénazification. Cependant, près de 600 jours après le début de cette opération spéciale de trois jours, le véritable plan de paix de la Russie est très clair. La semaine dernière, après des frappes russes incessantes sur les infrastructures civiles, le Président Poutine a déclaré que l'économie et l'armée ukrainiennes s'effondreraient en l'espace d'une semaine sans l'aide d'autres États. Voilà ce que la Russie cherche à obtenir : la soumission totale d'un État Membre de l'ONU. La Russie affirme que c'est le soutien de l'Occident qui lui fait obstacle. Aussi fiers que nous soyons d'aider l'Ukraine, c'est en réalité le courage et l'unité du peuple ukrainien qui garantiront l'échec de la Russie et la victoire de l'Ukraine. En vérité, la guerre de la Russie est déjà un échec, une honte qui restera dans l'histoire, comme telle.

Le peuple ukrainien ne sait que trop bien ce qu'une conquête russe voudrait dire pour lui. Jusqu'à présent, le conflit a été le théâtre de plus de 100 000 crimes de guerre présumés, y compris des meurtres et des faits de torture

contre les civils et des attaques illégales contre des infrastructures civiles au moyen d'armes explosives. Les forces russes se sont également rendues coupables d'actes de torture et de violence sexuelle et fondée sur le genre que l'ONU et d'autres organismes internationaux ont largement documentés. Quant aux simulacres de référendum, ils montrent que pour la Russie, le droit d'un peuple de disposer de lui-même se trouve au bout d'une baïonnette russe. Par ailleurs, le sacrifice impitoyable de tant de milliers de soldats russes donne clairement à comprendre le peu de cas que le Gouvernement russe fait de ses propres citoyens.

Ce n'est pas l'aide internationale à l'Ukraine qui prolonge cette guerre. Le fait est que les objectifs militaires de la Russie sont inatteignables. Les Ukrainiens continueront à raison de lutter férocement et aussi longtemps qu'il le faudra pour défendre leur terre, et le monde est uni dans son appui à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Cela ne changera pas. L'aide internationale à la Russie, en revanche, est illégale et immorale. C'est pourquoi la Russie doit compter sur des États lourdement sanctionnés, comme l'Iran et la République populaire démocratique de Corée, pour se procurer des armes. Les drones iraniens utilisés par les Russes tuent des civils et ont déjà entraîné d'importants dégâts économiques dans toute l'Ukraine. La Russie négocie avec la République populaire démocratique de Corée pour obtenir d'énormes quantités d'armes à employer contre l'Ukraine. En retour, la République populaire démocratique de Corée veut des technologies militaires afin de renforcer son propre programme d'armement illégal, ajoutant à l'instabilité dans la région. Ces arrangements font peser une menace sérieuse sur la paix et la sécurité internationales et enfreignent nombre de résolutions pour lesquelles la Russie elle-même a voté.

L'Ambassadeur russe prétend que nous n'avons pas proposé de solution. C'est faux, et nous en proposerons à nouveau. Pour commencer, la Russie doit mettre fin à son invasion illégale et retirer ses troupes du territoire souverain de l'Ukraine. Ce n'est pas compliqué. C'est ce que l'Assemblée générale et la Cour internationale de Justice demandent. Une paix juste et durable est possible sur la base des principes généraux énoncés par le Président Zelenskyy et de la Charte. Cette initiative bénéficie d'un soutien international qui va croissant, et le Royaume-Uni est fier d'appuyer ces efforts.

M. Montalvo Sosa (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Adedeji Ebo, Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, de son exposé instructif.

Je réaffirme toutes les vues exprimées par ma délégation à la séance du Conseil de sécurité tenue le 12 septembre sur le même sujet (voir S/PV.9415) et à toutes les séances antérieures. En particulier, nous souscrivons aux observations et aux recommandations du Bureau des affaires de désarmement à propos des risques liés à l'afflux d'armes et de munitions et des mesures à prendre pour les atténuer. Aujourd'hui, je m'arrêterai sur deux autres points que j'estime pertinents.

Premièrement, la propagation des discours incendiaires pourrait menacer la paix et la sécurité internationales bien au-delà de l'Ukraine. Par exemple, le discours nucléaire hostile ne cesse de prendre de l'ampleur depuis que la Russie a lancé son invasion. Or, ce ne sont manifestement pas que des paroles en l'air, ce qui rend la situation encore plus préoccupante. Dans ce contexte, l'Équateur appelle tous les États Membres à consolider l'architecture internationale de désarmement en ratifiant les traités en vigueur ou en y adhérant. Il demande instamment aux signataires des traités et à leurs parties de ne pas les affaiblir, notamment dans le cas du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, dont nous exhortons à l'entrée en vigueur.

Deuxièmement, je tiens à revenir sur l'objet du débat tenu à la séance du Conseil du lundi 9 octobre, convoquée à la demande de l'Ukraine en application des Articles 34 et 35 de la Charte des Nations Unies, à la suite des attaques qui ont visé Hroza, dans la région de Kharkiv (voir S/PV.9431). Nous réitérons notre condamnation de ces attaques et insistons sur le rôle que les systèmes d'armes antiaériennes peuvent jouer dans la protection des populations civiles. Tout transfert d'armes doit reposer sur la nécessité de protéger la population civile et de défendre l'intégrité territoriale du pays.

Enfin, ma délégation se joint à celles qui ont fait part de leur préoccupation ce matin face à l'escalade de la violence et des conflits dans le monde. À cet égard, nous exhortons la Fédération de Russie à cesser ses attaques contre les zones résidentielles et densément peuplées et l'appelons à mettre un terme à son invasion afin de donner une chance à des solutions pacifiques, fondées sur le respect de l'intégrité territoriale et les autres principes inscrits dans la Charte.

M^me^ Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie le Haut-Représentant adjoint Adedeji Ebo de son exposé, et de nous avoir rappelé les mesures qui s'imposent pour contrer le risque de prolifération et de détournement des armes classiques au profit des acteurs non autorisés. Nous partageons les inquiétudes du Haut-Représentant adjoint et remercions par ailleurs l'intervenant de la société civile, M. Nixon, des vues dont il a fait part au Conseil de sécurité.

En septembre, quand le Conseil s'est réuni pour débattre de cette question, ma délégation a exprimé sa profonde préoccupation quant à la poursuite de l'agression perpétrée par la Fédération de Russie contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine (voir S/PV.9415). Nous avons en particulier souligné la détérioration de la situation humanitaire et les conséquences de la guerre sur la paix et la sécurité dans le monde. Alors que nous sommes rassemblés aujourd'hui dans cette salle, notre inquiétude ne fait qu'augmenter au vu des actes odieux qui sont commis contre la population ukrainienne. Les civils et les infrastructures civiles continuent de subir des attaques malgré les interdictions très claires du droit international humanitaire. Le missile tiré sur Hroza le 5 octobre, qui a décimé un tiers des habitants du village, est l'une des attaques les plus meurtrières pour les civils depuis le début de la guerre. D'autres attaques signalées à Kharkiv, entre autres zones, ont fait de nombreux morts, y compris des enfants.

Près de 600 jours après le lancement de l'assaut impitoyable contre l'Ukraine, il nous apparaît clairement que le recours à la force, outre qu'il est proscrit en droit international, ne constitue pas le meilleur choix stratégique pour servir les intérêts individuels ou collectifs des États. Nous sommes convaincus que le conflit entre les deux pays ne peut être réglé que par le dialogue, et non par la force militaire. Malheureusement, pour l'heure, les parties ne semblent pas disposées à reprendre des négociations de bonne foi, et les actions comme celles que j'ai mentionnées n'ont de cesse d'éloigner la perspective d'un règlement pacifique à très court terme.

Les différents conflits qui font rage dans le monde exercent une pression immense sur notre système international et sur le Conseil de sécurité, qui a pour mandat d'aider à promouvoir la paix et la sécurité internationales. Il faut maintenant agir d'urgence pour empêcher une nouvelle escalade du conflit et rétablir les conditions nécessaires à la coexistence pacifique et à la coopération mutuelle, ainsi que le prévoit la Charte des Nations Unies. Nous appelons instamment à une intensification des efforts diplomatiques en vue de faciliter un processus crédible de dialogue entre les parties et tous les autres acteurs concernés. À cet égard, nous encourageons les organismes régionaux qui jouent un rôle essentiel dans l'architecture européenne de sécurité à se remobiliser. Nous demeurons certains qu'une paix juste et durable en Ukraine peut être obtenue en plaçant au centre des efforts de paix les valeurs et les buts consacrés par la Charte et les principes fondamentaux du droit international comme ceux qui ont trait à l'emploi de la force, à l'égalité souveraine des États, à l'intégrité territoriale, à la non-reconnaissance des territoires acquis par la force et à la responsabilité pénale.

Enfin, nous renouvelons notre appel à la cessation des hostilités et à la désescalade des tensions, et nous exhortons par ailleurs la Fédération de Russie à retirer immédiatement et sans conditions ses troupes des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

M. Spasse (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Ebo de son exposé.

Il y a quelques jours, le Conseil de sécurité a organisé une séance d'urgence sur l'horrible attaque survenue à Hroza, en Ukraine, qui a tué au moins 52 civils innocents. Aujourd'hui, une fois encore, et dans un scénario familier, la Russie demande la tenue d'une nouvelle séance sur un sujet qui a déjà fait l'objet de nombreux débats.

Soyons clairs, comme nous l'avons été lors de chaque séance consacrée à ce sujet. Si la question est celle de l'approvisionnement en armes, le problème fondamental est celui de l'utilisation de ces armes, et la différence ne pourrait être plus nette. La Russie utilise ses armes pour tuer les habitants d'un autre pays, au mépris du droit international et de la Charte des Nations Unies. L'Ukraine les utilise à des fins de légitime défense, sur la base du droit international et de la Charte. C'est pourquoi il faut condamner la Russie et soutenir l'Ukraine.

La Russie a lancé une agression militaire non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine, menaçant la sécurité européenne et entraînant des répercussions économiques et humanitaires dans le monde entier. Nous restons déterminés à soutenir l'Ukraine politiquement, diplomatiquement, économiquement et militairement pour défendre ce pays, la Charte, la paix et la sécurité en Europe, ainsi que l'ordre international fondé sur des règles.

L'Article 51 de la Charte fournit une base juridique claire aux États pour offrir toute forme d'aide à un pays qui exerce son droit naturel de légitime défense pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale. Nous rappelons que les transferts d'armes à destination de l'Ukraine sont effectués conformément à la législation nationale des pays concernés, au Traité sur le commerce des armes et aux obligations qui en découlent, et après évaluation du risque de détournement. En revanche, et c'est là une autre différence frappante, la Russie utilise des drones iraniens, transférés illégalement et en violation de la résolution 2231 (2015). Il existe de sérieuses allégations selon lesquelles la Russie serait également approvisionnée en armes et en munitions par un autre pays faisant l'objet de sanctions du Conseil de sécurité, la République populaire démocratique de Corée. N'oublions pas que, pendant que la Russie tente de reporter l'attention sur la fourniture d'armes à l'Ukraine, elle utilise comme arme la nourriture, l'énergie, les médias et tout ce qui peut l'être.

Pour terminer, nous appelons une nouvelle fois la Russie à mettre fin à la guerre, à retirer ses troupes d'Ukraine, à respecter l'intégrité territoriale de ce pays et à engager le dialogue afin de trouver une solution par le biais de négociations.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Brésil.

Je remercie M. Ebo de son important exposé et M. Nixon d'avoir partagé son point de vue aujourd'hui. Je salue la participation de la délégation ukrainienne à la présente séance.

Notre position est bien connue et n'a pas changé depuis la dernière séance du Conseil sur la question, en septembre (voir S/PV.9424). Le Brésil soutient le droit naturel de légitime défense en cas de conflit armé dont jouissent tous les États Membres, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Cela vaut évidemment pour l'Ukraine.

Cependant, les transferts massifs d'armes et de munitions vers des zones de conflit font peser des risques sérieux et durables sur la paix et la sécurité. L'introduction d'armes de plus en plus destructrices dans ce conflit et la menace inadmissible d'emploi d'armes nucléaires compromettent gravement la paix et la sécurité bien au-delà du champ de bataille et rendent la paix encore plus difficile à atteindre. En outre, la pose de mines sur des surfaces étendues, y compris à proximité de zones habitées, constitue une menace persistante pour les civils et a des effets sur l'utilisation des terres agricoles. Plusieurs années après la suspension des hostilités, les armes utilisées dans les conflits peuvent encore avoir des conséquences pour les civils ou être détournées vers des organisations criminelles ou terroristes, devenant ainsi un facteur d'instabilité à long terme.

Nous pensons que ces considérations doivent encourager une réflexion sur la dynamique actuelle de la guerre en Ukraine. Face à la poursuite du conflit, c'est la population civile qui paye le plus lourd tribut, aujourd'hui et pour les années à venir. Il est de notre responsabilité, en tant que membres du Conseil, d'encourager la désescalade et l'ouverture de négociations, soit directement entre les parties, soit par l'intermédiaire des bons offices de tierces parties ou institutions internationales neutres.

Le Brésil appuie les efforts déployés afin de prévenir le détournement d'armes et de munitions et d'accroître la transparence des transferts internationaux et la responsabilité qui va avec. Nous exhortons tous les États Membres à adhérer au Traité sur le commerce des armes, à respecter le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies et à s'abstenir de toute transaction susceptible de constituer une violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Dvornyk (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je prends note de la présence de l'envoyé de Poutine, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Lundi, nous avons appelé l'attention du Conseil de sécurité sur le fait qu'il pourrait ajouter un nouveau mensonge à la liste de ceux concernant la fourniture d'armes, cette fois-ci en rapport avec de prétendus transferts vers le Moyen-Orient, et nous ne nous sommes pas trompés. Avec sa déclaration, la Russie touche un nouveau fond. En réalité, que pouvons-nous attendre de terroristes et de menteurs qui ont déjà présenté au Conseil des histoires à dormir debout sur des laboratoires biologiques, des bombes sales et des moustiques de guerre ? Comme toujours, l'absence d'éléments de preuve crédibles a été dissimulée derrière un barrage d'informations trouvées au hasard sur Internet ou produites par la propagande russe.

Il est regrettable et condamnable que la délégation russe poursuive sa pratique puérile de représailles contre l'examen, par le Conseil de sécurité, de la question du maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine en dupliquant les séances. C'est clairement faire un usage abusif de la panoplie d'outils du Conseil de sécurité. Dans le même temps, ces tentatives pathétiques témoignent des conséquences catastrophiques qu'a la résistance ukrainienne, soutenue par la solidarité mondiale, sur les plans et les aspirations impérialistes de Poutine. Cette solidarité est essentielle pour mon pays. Mais il s'agit aussi d'une solidarité pour la défense de la Charte des Nations Unies, car les principes qu'elle consacre sont aujourd'hui mis à rude épreuve en Ukraine.

Nous renouvelons notre gratitude à toutes les nations qui ont aidé l'Ukraine à défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale, en pleine conformité avec l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, et à sauver notre peuple de l'extermination. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, la brutalité de ses actions sur le terrain et les déclarations faites par Poutine et ses complices prouvent très clairement ces intentions génocidaires, et nous sommes consternés que la Russie utilise les séances du Conseil comme une tribune pour les blanchir.

C'est ce qu'a fait l'envoyé de Poutine lundi (voir S/PV.9431), lorsqu'il a qualifié de nationalistes de haut rang chacune des 59 victimes du massacre perpétré dans le village de Hroza. Il s'agissait de retraités, de travailleurs médicaux, d'agriculteurs, d'enseignants et d'entrepreneurs, pour la plupart des femmes, et même d'un enfant de 8 ans. Bien que cette tentative de justification puisse paraître odieuse et moralement révoltante aux yeux de personnes ordinaires, l'envoyé de Poutine était honnête dans ses propos. En effet, tous ceux qui s'identifient comme Ukrainiens sont des nationalistes aux yeux du Kremlin et, en tant que tels, doivent être exterminés.

Nous disposons de suffisamment d'éléments pour affirmer que le rassemblement de Hroza a été délibérément pris pour cible. C'est ce que prouvent non seulement l'aveu indirect de l'envoyé de Poutine lors de la précédente séance, mais aussi les conclusions des services de sécurité ukrainiens selon lesquelles deux frères portant le nom de famille Momon, des collaborateurs ayant autrefois habité à Hroza et s'étant enfuis en Russie, auraient collecté les informations sur la réception funéraire et les auraient transmises à l'armée russe.

De tels meurtres de masse s'inscrivent parfaitement dans la logique génocidaire de la Russie et dans ses plans visant à détruire et à faire souffrir le plus possible l'Ukraine. Même les écoles sont considérées par la Russie comme des cibles légitimes. Cette semaine encore, deux incidents tragiques se sont produits. Le 10 octobre, des terroristes russes ont bombardé une école à Krasnopillya, dans la région de Sumy, tuant une jeune fille de 13 ans. Le lendemain, des missiles russes ont détruit un collège à Nikopol, dans la région de Dnipropetrovsk. Quatre personnes ont été tuées.

En prenant pour cible des écoles et en tuant des enfants, la Russie tente de nous priver de notre avenir, un avenir que nous construisons ensemble dans l'intérêt de toute l'humanité, un avenir prospère, sûr, fondé sur le multilatéralisme et à l'abri des guerres, de la pauvreté et de la faim. C'est cette vision de l'avenir que l'Ukraine défend, et chaque succès sur le terrain la rend un peu plus concrète. Par exemple, le renforcement de nos capacités navales n'a pas seulement dissuadé la flotte russe de la mer Noire de s'approcher des côtes ukrainiennes, il a aussi permis de débloquer les exportations de céréales grâce à la mise en place de couloirs temporaires pour les navires civils en provenance et à destination des ports ukrainiens.

Poutine parle de ses rêves d'une Ukraine qui n'aurait plus qu'une semaine à vivre si les livraisons d'armes s'arrêtaient. Lundi, ma délégation a cité ses propos à ce sujet (voir S/PV.9431). La vérité, c'est qu'il se rend compte que l'Ukraine n'est plus son rêve, mais son cauchemar. Il craint sa défaite imminente en Ukraine, et cette crainte le pousse à ordonner à son armée de faire preuve d'une cruauté insensée et de s'accrocher à tout prix aux terres volées.

Toutes les nations qui luttent contre des terroristes, des meurtriers et des violeurs devraient bénéficier du soutien de la communauté internationale, y compris par la fourniture effective d'armes, sans se contenter de dire qu'elles ont le droit de se défense.

Je voudrais donc conclure ma déclaration en exprimant une nouvelle fois notre gratitude à tous nos amis pour la solidarité qui nous rapproche de la fin de l'horreur que vivent l'Ukraine et les Ukrainiens – 597 jours d'une guerre d'agression à grande échelle – et de la garantie d'une paix globale, juste et durable pour l'Ukraine et de la sécurité pour le monde entier.

La séance est levée à 11 h 40.